

Lorsque les travaux sont réalisés sur une période de plus de six mois, le déclarant adresse au préfet un compte rendu d'étape à la fin de ces six mois puis tous les trois mois.

Art. 11. – Le déclarant veille à ce que la dégradation éventuelle de son ouvrage ne représente pas de risques pour la sécurité publique au droit ou à l'aval de l'ouvrage, ni de risques de formation d'obstacles à l'écoulement des eaux, par effondrement ou transport de blocs solides, par exemple.

Dans les cas des techniques mixtes, le déclarant doit assurer un suivi attentif de l'évolution des végétaux et veiller à ce que leur croissance ne constitue pas d'obstacles à l'écoulement des eaux ni de risques d'embâcles. En cas d'utilisation de désherbants, le déclarant ne doit utiliser que les produits permettant de préserver la qualité des eaux. Les désherbants ne doivent pas être utilisés en période de hautes eaux, lorsqu'il y a risque de submersion des berges susceptible d'entraîner les produits directement dans le cours d'eau.

Section 4

Dispositions diverses

Art. 12. – Les travaux ne doivent pas entraver l'accès et la continuité de circulation sur les berges, en toute sécurité et en tout temps aux agents habilités à la recherche et la constatation des infractions en application de l'article L. 216-3 du code de l'environnement, ainsi qu'aux agents chargés de l'entretien, sans préjudice des servitudes pouvant découler des autres réglementations en vigueur.

Art. 13. – Le service chargé de la police des eaux peut, à tout moment, pendant et après les travaux, procéder à des contrôles inopinés notamment visuels, cartographiques et par analyses chimiques. Le déclarant permet aux agents chargés du contrôle de procéder à toutes les mesures de vérification et expériences utiles pour constater l'exécution des présentes prescriptions.

CHAPITRE III

Modalités d'application

Art. 14. – La cessation définitive ou pour une période supérieure à deux ans de l'activité indiquée dans la déclaration fait l'objet d'une déclaration par l'exploitant auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation. Il est donné acte de cette déclaration.

Art. 15. – Si au moment de la déclaration ou postérieurement, le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions applicables aux travaux, il en fait la demande au préfet, qui statue par arrêté conformément à l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, dans le respect des principes de gestion équilibrée de la ressource en eau mentionnée à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Art. 16. – Si les principes mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions du présent arrêté, le préfet peut imposer, par arrêté complémentaire, toutes prescriptions spécifiques nécessaires, y compris des expertises, en application de l'article 32 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé.

Art. 17. – Lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de déclaration, le nouveau bénéficiaire doit en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent.

Art. 18. – Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables aux installations, ouvrages, travaux et activités existants et légalement réalisés ou exercés à la date de publication du présent arrêté.

Art. 19. – Le directeur de l'eau est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 février 2002.

YVES COCHET

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Décret n° 2002-203 du 14 février 2002 portant majoration à compter du 1^{er} mars 2002 de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation

NOR : FPPX0200021D

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre, du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment le titre I^{er} du livre V et le titre V du livre VII ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 modifié portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'Etat relevant du régime général des retraites ;

Vu le décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 modifié relatif aux indices de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-730 du 17 juillet 1985 relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'Etat et des fonctionnaires des collectivités territoriales régis respectivement par les lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. – Le décret du 24 octobre 1985 susvisé est modifié ainsi qu'il suit à compter du 1^{er} mars 2002 :

I. – Les dispositions de l'article 3 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Art. 3.** – La valeur annuelle du traitement et de la solde définis respectivement à l'article 20 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, à l'article 42 de l'ordonnance du 22 décembre 1958 susvisée et à l'article 19 de la loi du 13 juillet 1972 susvisée, afférents à l'indice 100 majoré et soumis aux retenues pour pension est fixée à 5 212,84 € à compter du 1^{er} mars 2002. »

II. – Les dispositions de l'article 5 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« **Art. 5.** – Les traitements et soldes annuels correspondant aux indices majorés figurent au barème B ci-annexé, applicable à compter du 1^{er} mars 2002. »

III. – Le barème B annexé au décret du 24 octobre 1985 susvisé est remplacé à compter du 1^{er} mars 2002 par le barème B figurant en annexe du présent décret.

IV. – Les dispositions de l'article 6 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Art. 6. – Les traitements et soldes annuels correspondant à chacun des groupes hors échelle sont fixés comme suit à compter du 1^{er} mars 2002 :

TRAITEMENTS ET SOLDES ANNUELS BRUTS (EN EUROS) soumis à retenue pour pension à compter du 1 ^{er} mars 2002			
GROUPES	CHEVRONS		
	I	II	III
A.....	45 872,99	47 697,49	50 147,52
B.....	50 147,52	52 284,79	55 099,72
B bis.....	55 099,72	56 559,31	58 071,04
C.....	58 071,04	59 322,12	60 625,33
D.....	60 625,33	63 388,13	66 150,94
E.....	66 150,94	68 757,36	-
F.....	71 311,65	-	-
G.....	78 192,60	-	-

Art. 2. – Le Premier ministre, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 14 février 2002.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

LIONEL JOSPIN

*Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat,*

MICHEL SAPIN

*Le ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,*

LAURENT FABIUS

La secrétaire d'Etat au budget,

FLORENCE PARLY

ANNEXE

BARÈME B

Traitements annuels bruts soumis à retenue pour pension à compter du 1^{er} mars 2002

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
172	8 966,08	203	10 582,07	234	12 198,05
173	9 018,21	204	10 634,19	235	12 250,17
174	9 070,34	205	10 686,32	236	12 302,30
175	9 122,47	206	10 738,45	237	12 354,43
176	9 174,60	207	10 790,58	238	12 406,56
177	9 226,73	208	10 842,71	239	12 458,69
178	9 278,86	209	10 894,84	240	12 510,82
179	9 330,98	210	10 946,96	241	12 562,94
180	9 383,11	211	10 999,09	242	12 615,07
181	9 435,24	212	11 051,22	243	12 667,20
182	9 487,37	213	11 103,35	244	12 719,33
183	9 539,50	214	11 155,48	245	12 771,46
184	9 591,63	215	11 207,61	246	12 823,59
185	9 643,75	216	11 259,73	247	12 875,71
186	9 695,88	217	11 311,86	248	12 927,84
187	9 748,01	218	11 363,99	249	12 979,97
188	9 800,14	219	11 416,12	250	13 032,10
189	9 852,27	220	11 468,25	251	13 084,23
190	9 904,40	221	11 520,38	252	13 136,36
191	9 956,52	222	11 572,50	253	13 188,49
192	10 008,65	223	11 624,63	254	13 240,61
193	10 060,78	224	11 676,76	255	13 292,74
194	10 112,91	225	11 728,89	256	13 344,87
195	10 165,04	226	11 781,02	257	13 397,00
196	10 217,17	227	11 833,15	258	13 449,13
197	10 269,29	228	11 885,28	259	13 501,26
198	10 321,42	229	11 937,40	260	13 553,38
199	10 373,55	230	11 989,53	261	13 605,51
200	10 425,68	231	12 041,66	262	13 657,64
201	10 477,81	232	12 093,79	263	13 709,77
202	10 529,94	233	12 145,92	264	13 761,90

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
265	13 814,03	322	16 785,34	379	19 756,66
266	13 866,15	323	16 837,47	380	19 808,79
267	13 918,28	324	16 889,60	381	19 860,92
268	13 970,41	325	16 941,73	382	19 913,05
269	14 022,54	326	16 993,86	383	19 965,18
270	14 074,67	327	17 045,99	384	20 017,31
271	14 126,80	328	17 098,12	385	20 069,43
272	14 178,92	329	17 150,24	386	20 121,56
273	14 231,05	330	17 202,37	387	20 173,69
274	14 283,18	331	17 254,50	388	20 225,82
275	14 335,31	332	17 306,63	389	20 277,95
276	14 387,44	333	17 358,76	390	20 330,08
277	14 439,57	334	17 410,89	391	20 382,20
278	14 491,70	335	17 463,01	392	20 434,33
279	14 543,82	336	17 515,14	393	20 486,46
280	14 595,95	337	17 567,27	394	20 538,59
281	14 648,08	338	17 619,40	395	20 590,72
282	14 700,21	339	17 671,53	396	20 642,85
283	14 752,34	340	17 723,66	397	20 694,97
284	14 804,47	341	17 775,78	398	20 747,10
285	14 856,59	342	17 827,91	399	20 799,23
286	14 908,72	343	17 880,04	400	20 851,36
287	14 960,85	344	17 932,17	401	20 903,49
288	15 012,98	345	17 984,30	402	20 955,62
289	15 065,11	346	18 036,43	403	21 007,75
290	15 117,24	347	18 088,55	404	21 059,87
291	15 169,36	348	18 140,68	405	21 112,00
292	15 221,49	349	18 192,81	406	21 164,13
293	15 273,62	350	18 244,94	407	21 216,26
294	15 325,75	351	18 297,07	408	21 268,39
295	15 377,88	352	18 349,20	409	21 320,52
296	15 430,01	353	18 401,33	410	21 372,64
297	15 482,13	354	18 453,45	411	21 424,77
298	15 534,26	355	18 505,58	412	21 476,90
299	15 586,39	356	18 557,71	413	21 529,03
300	15 638,52	357	18 609,84	414	21 581,16
301	15 690,65	358	18 661,97	415	21 633,29
302	15 742,78	359	18 714,10	416	21 685,41
303	15 794,91	360	18 766,22	417	21 737,54
304	15 847,03	361	18 818,35	418	21 789,67
305	15 899,16	362	18 870,48	419	21 841,80
306	15 951,29	363	18 922,61	420	21 893,93
307	16 003,42	364	18 974,74	421	21 946,06
308	16 055,55	365	19 026,87	422	21 998,18
309	16 107,68	366	19 078,99	423	22 050,31
310	16 159,80	367	19 131,12	424	22 102,44
311	16 211,93	368	19 183,25	425	22 154,57
312	16 264,06	369	19 235,38	426	22 206,70
313	16 316,19	370	19 287,51	427	22 258,83
314	16 368,32	371	19 339,64	428	22 310,96
315	16 420,45	372	19 391,76	429	22 363,08
316	16 472,57	373	19 443,89	430	22 415,21
317	16 524,70	374	19 496,02	431	22 467,34
318	16 576,83	375	19 548,15	432	22 519,47
319	16 628,96	376	19 600,28	433	22 571,60
320	16 681,09	377	19 652,41	434	22 623,73
321	16 733,22	378	19 704,54	435	22 675,85

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
436	22 727,98	493	25 699,30	550	28 670,62
437	22 780,11	494	25 751,43	551	28 722,75
438	22 832,24	495	25 803,56	552	28 774,88
439	22 884,37	496	25 855,69	553	28 827,01
440	22 936,50	497	25 907,81	554	28 879,13
441	22 988,62	498	25 959,94	555	28 931,26
442	23 040,75	499	26 012,07	556	28 983,39
443	23 092,88	500	26 064,20	557	29 035,52
444	23 145,01	501	26 116,33	558	29 087,65
445	23 197,14	502	26 168,46	559	29 139,78
446	23 249,27	503	26 220,59	560	29 191,90
447	23 301,39	504	26 272,71	561	29 244,03
448	23 353,52	505	26 324,84	562	29 296,16
449	23 405,65	506	26 376,97	563	29 348,29
450	23 457,78	507	26 429,10	564	29 400,42
451	23 509,91	508	26 481,23	565	29 452,55
452	23 562,04	509	26 533,36	566	29 504,67
453	23 614,17	510	26 585,48	567	29 556,80
454	23 666,29	511	26 637,61	568	29 608,93
455	23 718,42	512	26 689,74	569	29 661,06
456	23 770,55	513	26 741,87	570	29 713,19
457	23 822,68	514	26 794,00	571	29 765,32
458	23 874,81	515	26 846,13	572	29 817,44
459	23 926,94	516	26 898,25	573	29 869,57
460	23 979,06	517	26 950,38	574	29 921,70
461	24 031,19	518	27 002,51	575	29 973,83
462	24 083,32	519	27 054,64	576	30 025,96
463	24 135,45	520	27 106,77	577	30 078,09
464	24 187,58	521	27 158,90	578	30 130,22
465	24 239,71	522	27 211,02	579	30 182,34
466	24 291,83	523	27 263,15	580	30 234,47
467	24 343,96	524	27 315,28	581	30 286,60
468	24 396,09	525	27 367,41	582	30 338,73
469	24 448,22	526	27 419,54	583	30 390,86
470	24 500,35	527	27 471,67	584	30 442,99
471	24 552,48	528	27 523,80	585	30 495,11
472	24 604,60	529	27 575,92	586	30 547,24
473	24 656,73	530	27 628,05	587	30 599,37
474	24 708,86	531	27 680,18	588	30 651,50
475	24 760,99	532	27 732,31	589	30 703,63
476	24 813,12	533	27 784,44	590	30 755,76
477	24 865,25	534	27 836,57	591	30 807,88
478	24 917,38	535	27 888,69	592	30 860,01
479	24 969,50	536	27 940,82	593	30 912,14
480	25 021,63	537	27 992,95	594	30 964,27
481	25 073,76	538	28 045,08	595	31 016,40
482	25 125,89	539	28 097,21	596	31 068,53
483	25 178,02	540	28 149,34	597	31 120,65
484	25 230,15	541	28 201,46	598	31 172,78
485	25 282,27	542	28 253,59	599	31 224,91
486	25 334,40	543	28 305,72	600	31 277,04
487	25 386,53	544	28 357,85	601	31 329,17
488	25 438,66	545	28 409,98	602	31 381,30
489	25 490,79	546	28 462,11	603	31 433,43
490	25 542,92	547	28 514,23	604	31 485,55
491	25 595,04	548	28 566,36	605	31 537,68
492	25 647,17	549	28 618,49	606	31 589,81

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
607	31 641,94	664	34 613,26	721	37 584,58
608	31 694,07	665	34 665,39	722	37 636,70
609	31 746,20	666	34 717,51	723	37 688,83
610	31 798,32	667	34 769,64	724	37 740,96
611	31 850,45	668	34 821,77	725	37 793,09
612	31 902,58	669	34 873,90	726	37 845,22
613	31 954,71	670	34 926,03	727	37 897,35
614	32 006,84	671	34 978,16	728	37 949,48
615	32 058,97	672	35 030,28	729	38 001,60
616	32 111,09	673	35 082,41	730	38 053,73
617	32 163,22	674	35 134,54	731	38 105,86
618	32 215,35	675	35 186,67	732	38 157,99
619	32 267,48	676	35 238,80	733	38 210,12
620	32 319,61	677	35 290,93	734	38 262,25
621	32 371,74	678	35 343,06	735	38 314,37
622	32 423,86	679	35 395,18	736	38 366,50
623	32 475,99	680	35 447,31	737	38 418,63
624	32 528,12	681	35 499,44	738	38 470,76
625	32 580,25	682	35 551,57	739	38 522,89
626	32 632,38	683	35 603,70	740	38 575,02
627	32 684,51	684	35 655,83	741	38 627,14
628	32 736,64	685	35 707,95	742	38 679,27
629	32 788,76	686	35 760,08	743	38 731,40
630	32 840,89	687	35 812,21	744	38 783,53
631	32 893,02	688	35 864,34	745	38 835,66
632	32 945,15	689	35 916,47	746	38 887,79
633	32 997,28	690	35 968,60	747	38 939,91
634	33 049,41	691	36 020,72	748	38 992,04
635	33 101,53	692	36 072,85	749	39 044,17
636	33 153,66	693	36 124,98	750	39 096,30
637	33 205,79	694	36 177,11	751	39 148,43
638	33 257,92	695	36 229,24	752	39 200,56
639	33 310,05	696	36 281,37	753	39 252,69
640	33 362,18	697	36 333,49	754	39 304,81
641	33 414,30	698	36 385,62	755	39 356,94
642	33 466,43	699	36 437,75	756	39 409,07
643	33 518,56	700	36 489,88	757	39 461,20
644	33 570,69	701	36 542,01	758	39 513,33
645	33 622,82	702	36 594,14	759	39 565,46
646	33 674,95	703	36 646,27	760	39 617,58
647	33 727,07	704	36 698,39	761	39 669,71
648	33 779,20	705	36 750,52	762	39 721,84
649	33 831,33	706	36 802,65	763	39 773,97
650	33 883,46	707	36 854,78	764	39 826,10
651	33 935,59	708	36 906,91	765	39 878,23
652	33 987,72	709	36 959,04	766	39 930,35
653	34 039,85	710	37 011,16	767	39 982,48
654	34 091,97	711	37 063,29	768	40 034,61
655	34 144,10	712	37 115,42	769	40 086,74
656	34 196,23	713	37 167,55	770	40 138,87
657	34 248,36	714	37 219,68	771	40 191,00
658	34 300,49	715	37 271,81	772	40 243,12
659	34 352,62	716	37 323,93	773	40 295,25
660	34 404,74	717	37 376,06	774	40 347,38
661	34 456,87	718	37 428,19	775	40 399,51
662	34 509,00	719	37 480,32	776	40 451,64
663	34 561,13	720	37 532,45	777	40 503,77

INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)	INDICES majorés	TRAITEMENTS annuels bruts soumis à retenue pour pension (en euros)
778	40 555,90	792	41 285,69	807	42 067,62
779	40 608,02	793	41 337,82	808	42 119,75
780	40 660,15	794	41 389,95	809	42 171,88
781	40 712,28	795	41 442,08	810	42 224,00
782	40 764,41	796	41 494,21	811	42 276,13
783	40 816,54	797	41 546,33	812	42 328,26
784	40 868,67	798	41 598,46	813	42 380,39
785	40 920,79	799	41 650,59	814	42 432,52
786	40 972,92	800	41 702,72	815	42 484,65
787	41 025,05	801	41 754,85	816	42 536,77
788	41 077,18	802	41 806,98	817	42 588,90
789	41 129,31	803	41 859,11	818	42 641,03
790	41 181,44	804	41 911,23	819	42 693,16
791	41 233,56	805	41 963,36	820	42 745,29
		806	42 015,49		